



## Chronique « Union européenne »

Par Jean-Claude Némery

Professeur émérite de droit public à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Alors que l'année 2021 avait encore été marquée par les grands bouleversements liés à la pandémie de la COVID-19<sup>1</sup>, cette question liée à la politique de santé au sein de l'Union a été supplantée par le développement du conflit armé entre l'Ukraine et la fédération de Russie.

Le rapport général de l'Union européenne pour 2022 publié conformément à l'article 249, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne consacre une large place au conflit entre la Russie et l'Ukraine<sup>2</sup>.

Le 8<sup>e</sup> rapport sur la cohésion publié par la commission conclut à une réduction des disparités territoriales et sociales entre les régions de l'Union<sup>3</sup>.

### 1. L'Union européenne et la situation en Ukraine

Le 24 février 2022, près de huit ans après « l'annexion illégale de la Crimée, la Russie a lancé une guerre d'agression contre l'Ukraine... » (rapport général op.cit.). La réponse de l'Union européenne a été immédiate. Les 27 Etats membres et leurs partenaires ont condamné cette guerre « d'agression non provoquée et non justifiée ».

En conséquence, l'Union européenne a intensifié son appui politique, humanitaire et financier à l'Ukraine et a pris des mesures pour isoler économiquement la Russie.

---

<sup>1</sup> Voir DGCT 2022, p. 291 et s.

<sup>2</sup> <https://op.europa.eu/webpub/com/general-rapport-2022/fr/>

<sup>3</sup> [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/newsroom/news/2022](https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/news/2022)



Tous les moyens des Etats membres ont été mis en œuvre pour répondre à l'afflux massif des réfugiés ukrainiens.

Une politique de solidarité avec l'Ukraine a été définie en dégageant un milliard d'euros provenant du budget de l'Union européenne et un milliard d'euros supplémentaire provenant de la banque européenne pour la reconstruction et le développement.

A la fin de l'année 2022, l'Union européenne, ses Etats membres et ses institutions financières ont mobilisé ensemble près de 50 milliards d'euros d'aide à l'Ukraine, souligne le rapport général. De nouvelles règles ont garanti que toutes les importations ukrainiennes pouvaient entrer dans l'Union européenne en franchise totale de droits et de contingents, notamment par les corridors de transport européen.

De nombreuses sanctions financières ont été adoptées par l'Union européenne à l'encontre de la Russie pour affaiblir son économie. La liste est longue des mesures prises en solidarité avec l'Ukraine. En mars 2022, l'Union européenne s'est engagée dans des changements dans l'architecture de la sécurité européenne, avec la volonté de renforcer la position de l'Union européenne en matière de défense d'ici à 2030.

Enfin, à la suite d'une décision du Conseil européen en juin 2022, l'Union européenne a accordé le statut de pays candidat à l'Ukraine. C'est dans ce contexte qu'au-delà du dossier de l'Ukraine qu'un rapport a été publié en février 2022 sur la politique régionale de l'Union européenne.

## 2. La politique régionale de cohésion de l'Union européenne

Le 8<sup>e</sup> rapport sur la cohésion publié par la commission le 9 février 2022 montre que les différences entre les régions de l'Union européenne se réduisent grâce au soutien de l'Union européenne. Les disparités régionales ont été réduites du fait du financement du



Fonds de cohésion. Ce financement a permis de réduire de 3,5% l'écart de PIB par habitant pour les 10% de régions les moins développées.

Le rapport montre que la politique de cohésion a apporté un soutien indispensable et très rapide aux Etats membres et aux autorités régionales et locales en proie à la récession économique.

Les nouveaux programmes de cohésion pour la période 2021-2027 continueront d'investir dans les régions.

Une liste de constatations supplémentaires figure dans le rapport. Elle énumère ainsi :

- La politique de cohésion est devenue une source d'investissement plus importante. Son financement est passé de 34% à 52% du total des investissements publics entre 2013 à 2020.
- Depuis 2001, les régions moins développées de l'est de l'Europe rattrapent leur retard par rapport au reste de l'Union, même si des régions du sud et du sud-ouest de l'Union ont elles souffert d'une stagnation, voire d'un déclin économique.
- La convergence entre les Etats membres s'est accélérée ; toutefois, les disparités régionales internes au sein des Etats membres à croissance rapide se sont accrues.
- Globalement, l'emploi a augmenté mais les disparités régionales restent plus fortes qu'avant 2008.
- Le nombre de personnes menacées de pauvreté et d'exclusion sociale a diminué entre 2012 et 2019.



## Groupement de Recherches sur l'Administration Locale en Europe

### CHRONIQUES DU DGCT

- Autre point important, la fracture régionale en matière d'innovation s'est creusée en Europe en raison d'un manque d'investissements dans la recherche, le développement.
- Enfin, la population de l'Union vieillit et commencera à diminuer dans les années à venir. En 2020, 34% de la population de l'Union vivait dans une région en déclin. Ce chiffre pourrait atteindre 51% en 2040. Cette dernière constatation du rapport est lourde de conséquence pour l'avenir de l'Europe.

De cet ensemble de constats, la commission européenne préconise de renforcer la politique de cohésion dans toutes les régions de l'Union en soutenant un développement équitable et durable tout en soutenant la transition écologique et numérique.

Pour cela, la commission fixe trois orientations :

- Une approche globale et ciblée du développement incluant le financement, la gouvernance, la cohérence et les synergies avec les politiques nationales ;
- Des politiques territorialisées à plusieurs niveaux et axées sur le partenariat avec un soutien aux territoires les plus vulnérables ;
- Une capacité d'adaptation aux défis émergents et inattendus.

Il apparaît évident que le conflit entre l'Ukraine et la Russie bouleverse les politiques classiques de l'Union et au premier chef la future politique de cohésion.

Dans ce contexte, une révision de nombreux objectifs de la politique régionale de l'Union européenne risque d'être une nécessité.